



Observatoire des politiques publiques : Les Français et l'efficacité de l'action publique

Sondage Ifop pour Acteurs Publics

Contact Ifop :

Damien Philippot

Directeur Adjoint

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

01 45 84 14 44 / damien.philippot@ifop.com

Juin 2015

acteurspublics

1 | La méthodologie



Etude réalisée par l'Ifop pour Acteurs Publics

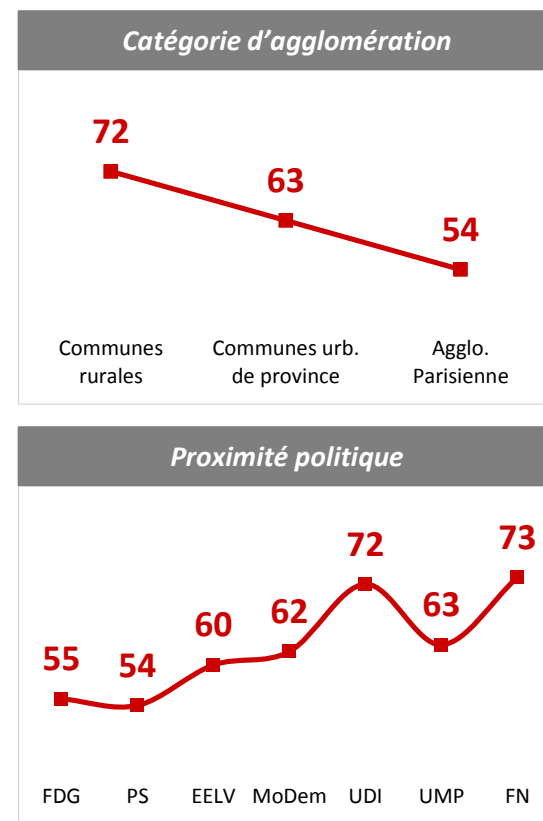
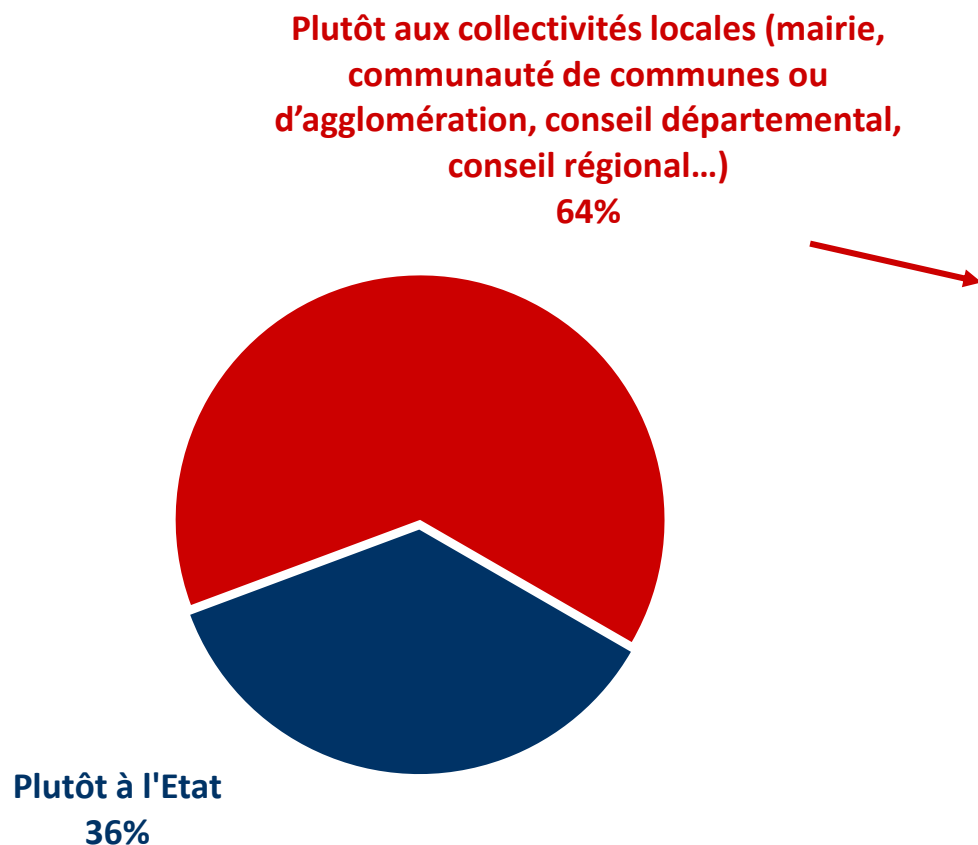
Echantillon	Méthodologie	Mode de recueil
 L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.	 La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.	 Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 3 au 5 juin 2015.

2 | Les résultats de l'étude



QUESTION : A qui faites-vous le plus confiance pour développer et organiser les services publics sur le territoire ?

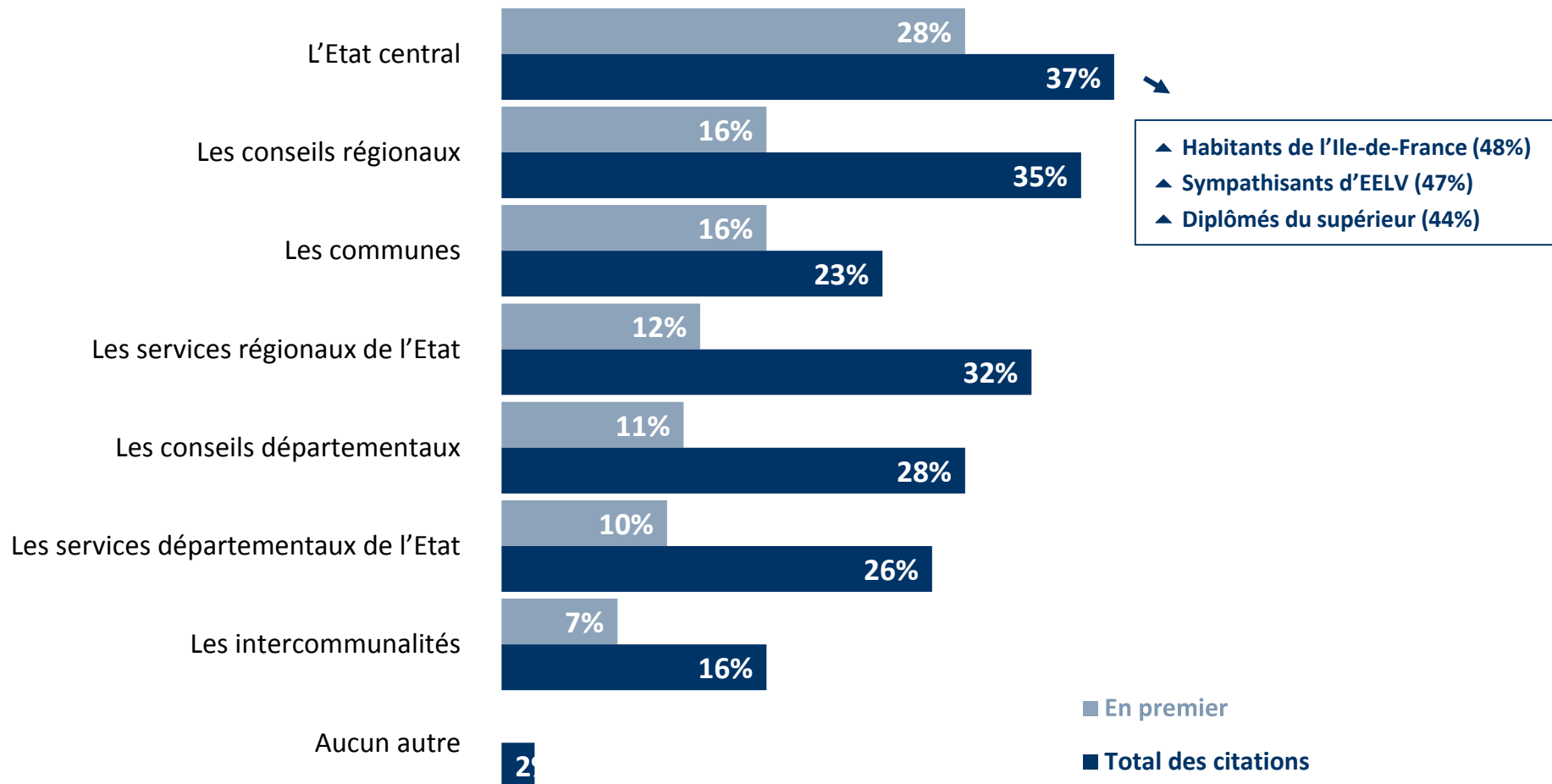
Base : Ensemble des Français



Le niveau de décision idéal pour décider de l'action publique en France

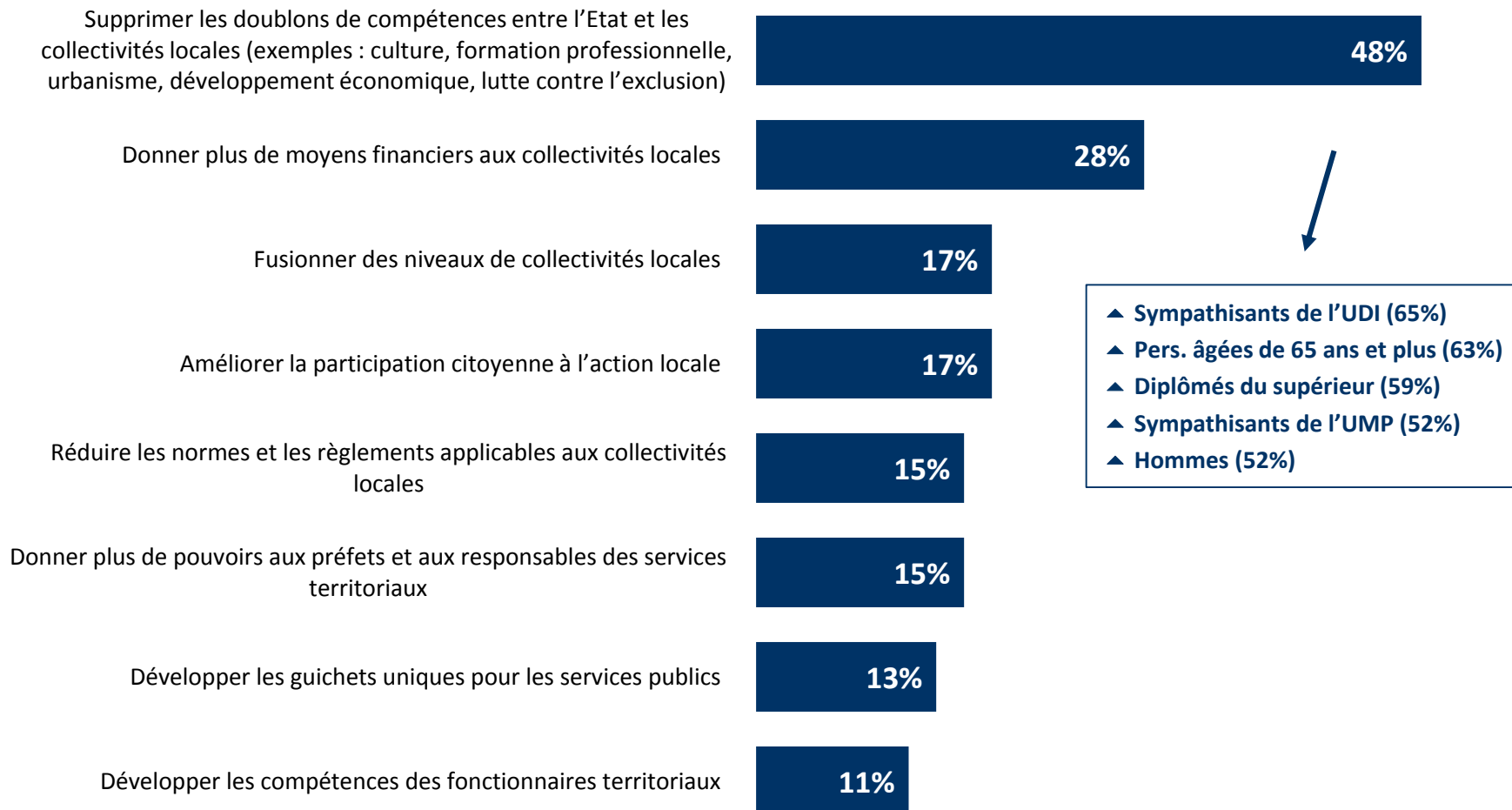
QUESTION : Selon vous, quel doit être le niveau de décision idéal pour décider de l'action publique en France ? En premier ? En second ?

Base : Ensemble des Français



QUESTION : Parmi les mesures suivantes, lesquelles faudrait-il prendre selon vous pour rendre l'action publique locale plus efficace ?

Base : Ensemble des Français



3 | Les principaux enseignements



Du point de vue du développement et de l'organisation des services publics, le match entre l'Etat et les collectivités locales est plié : c'est aux secondes que les Français sont les plus nombreux à accorder leur confiance (64% contre 36% pour l'Etat). Cette préférence vaut dans toutes les tranches d'âge, et quelle que soit la profession ou le niveau d'éducation. Elle est renforcée encore dans les zones rurales, où la confiance dans les collectivités est la plus élevée (72%), un peu moins marquée en région parisienne (54%). Quant à la proximité partisane des interviewés, elle n'influence guère les réponses : tout au plus note-t-on que la défiance vis-à-vis de l'Etat est un peu plus faible à gauche (44% citent l'Etat), qu'à droite (32%).

Si l'on quitte la sphère des seuls services publics et que l'on se place du point de vue de l'action publique dans sa globalité, l'opinion apparaît moins consensuelle. Questionnée sur le niveau de décision idéal pour décider de l'action publique en France, elle se partage entre d'une part l'Etat central ou ses services déconcentrés (50% des choix au total, dont 28% pour l'Etat central, 12% pour ses services régionaux, et 10% pour ses services départementaux), et d'autre part les différents niveaux de collectivités locales, avec là aussi des réponses très éclatées : 16% citent les communes (7% les intercommunalités), 11% les conseils départementaux et 16% les conseils régionaux. Les clivages précédemment relevés fonctionnent à nouveau : ainsi, les habitants des zones rurales, tout comme les sympathisants des partis de droite, sont plus nombreux à évoquer des niveaux de décision locaux, tandis que les habitants des grandes villes, et surtout de l'agglomération parisienne, de même que les proches de la gauche, privilégient davantage l'Etat, central ou déconcentré. Mais il est frappant de constater que quelle que soit la catégorie sociodémographique ou politique que l'on interroge, le niveau de décision idéal est particulièrement difficile à situer, signe certainement de la difficulté qu'éprouvent les Français à s'y retrouver dans le millefeuille territorial que constituent aujourd'hui les nombreux sièges du pouvoir administratif et politique.

L'objectif d'une simplification dans cet enchevêtrement complexe de niveaux de décision apparaît d'ailleurs comme la première des mesures que les Français souhaiteraient prendre en vue de rendre l'action publique plus efficace : 48% des interviewés évoquent en effet la suppression des doublons de compétences entre l'Etat et les collectivités locales. La réforme des collectivités locales pointe ensuite en deuxième place : 28% souhaitent qu'on leur accorde plus de moyens financiers (gageons qu'il s'agit ici, dans l'esprit des personnes interrogées, plutôt des dotations de l'Etat, et non des ressources fiscales des collectivités), 17% appellent de leurs vœux une fusion des niveaux de collectivités locales, et 15% veulent qu'on réduise les normes et règlements qui leur sont applicables. Notons par ailleurs que 11% évoquent une meilleure formation des fonctionnaires territoriaux. D'autres voies sont envisagées, là aussi de façon assez nettement minoritaire, comme le renforcement des pouvoirs aux préfets et aux responsables des services territoriaux (15%), l'amélioration de la participation citoyenne à l'action locale (17%), ou encore le développement de guichets uniques pour les services publics (13%). On relèvera que sur ces questions, les clivages sont moins politiques que sociologiques. Ainsi, quand les CSP+ (professions libérales et cadres supérieurs) sont plus nombreux à viser une certaine forme de rationalisation de l'action publique, qu'elle passe par la suppression de doublons ou la fusion de collectivités, les catégories populaires évoquent plus souvent l'accroissement des moyens attribués aux collectivités. Quant aux personnes âgées, elles se situent très nettement (à 63%) sur la suppression des doublons entre l'Etat et les collectivités.

Damien Philippot

Directeur adjoint du Département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop



iOS - iPhone & iPad

Android



www.ifop.com



[@ifopopinion](https://twitter.com/ifopopinion)

[Ifop Opinion](https://www.facebook.com/ifopopinion)

A propos du Groupe Ifop :

Précurseur sur le marché des sondages d'opinion et des études marketing depuis 75 ans, l'Ifop est aujourd'hui l'un des leaders de son secteur. Structuré autour de 6 expertises (Opinion & Stratégies d'Entreprise, Consumer & Beauty, Services, Médias & Numérique, Santé et Luxe), l'Ifop crée de la valeur pour ses clients en sécurisant la qualité de l'information recueillie et en lui donnant du sens et de la perspective. Il les accompagne dans la définition et le pilotage de leur stratégie d'entreprise en leur fournissant une vision opérationnelle et prospective qui leur permet d'anticiper les mutations sociétales et les tendances des marchés. C'est aussi dans cet esprit pionnier que l'Ifop développe de nouvelles expertises transversales (Planning Stratégique, Grandes Enquêtes). Entreprise proche de ses clients, l'Ifop intervient dans une cinquantaine de pays à travers le monde, à partir de ses cinq implantations : Paris, Buenos Aires, Shanghai et Hong-Kong. Il réalise aujourd'hui un chiffre d'affaires de 40 millions d'euros et emploie plus de 200 collaborateurs.

Présent lors de toutes les campagnes présidentielles et municipales de la Cinquième République, l'Ifop est reconnu comme un acteur majeur dans le domaine électoral et de l'analyse de l'opinion.

A propos du Département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop :

Le Département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop compte une vingtaine de professionnels de l'opinion publique indépendants. La mission de notre Département est d'accompagner dans leurs décisions stratégiques et leurs choix de communication l'ensemble des acteurs publics, privés ou associatifs, qu'ils relèvent de la sphère politique, économique, sociale, médiatique ou du développement durable. Il s'agit, au travers des dispositifs d'enquête quantitatifs et qualitatifs réalisés par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises d'éclairer nos clients sur les opinions, les attitudes et les comportements des groupes et des individus, dans toute leur diversité et complexité d'électeurs, de consommateurs, de salariés, d'usagers, d'épargnants, d'internautes...